

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2024)
Heft: 6

Artikel: L'approche britannique de la lutte contre les activités malveillantes dans l'environnement de l'information
Autor: Watanabe, Lisa
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1075569>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 16.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Information

L'approche britannique de la lutte contre les activités malveillantes dans l'environnement de l'information

Dr. Lisa Watanabe

Senior Political Officer (Foreign and Security Policy), Ambassade du Royaume-Uni en Suisse

La concurrence en matière d'information est une caractéristique durable du paysage géopolitique, qu'aucun Etat ne peut se permettre d'ignorer. C'est d'autant plus vrai que l'espace de l'information devient de plus en plus complexe, en raison de la numérisation et des progrès technologiques rapides, notamment ceux liés à l'intelligence artificielle (IA).

La guerre en Ukraine démontre que l'activité d'information est utilisée comme une capacité offensive clé dans un contexte de conflit et dans le cadre d'une concurrence géopolitique plus large. Les autorités françaises, par exemple, ont révélé une vaste campagne de désinformation liée à la Russie en juin 2023, baptisée «doppelganger», dans le cadre de laquelle plusieurs sites web de journaux, dont ceux du *Monde*, du *Parisien* et du *Figaro*, ainsi que le site web du ministère français des affaires étrangères, ont été clonés pour diffuser un contenu pro-russe créé intentionnellement pour tromper et éroder le soutien du public à l'Ukraine. L'un des articles du site copié du ministère français des affaires étrangères annonçait que les autorités françaises avaient l'intention de prélever une taxe pour financer l'aide militaire française à l'Ukraine.¹

Les activités d'information hostiles peuvent également menacer de saper les processus et les institutions politiques démocratiques, ainsi que la confiance qu'ils inspirent. Elles peuvent également semer la division au sein des sociétés et entre elles. Le Canada, le Royaume-Uni et les Etats-Unis ont récemment dévoilé les plans du Kremlin visant à utiliser la désinformation pour influencer le résultat des élections présidentielles d'octobre en Moldavie et pour inciter à la protestation si un candidat pro-russe ne l'emportait pas, par exemple.² Le Royaume-Uni a également soutenu l'évaluation des Etats-Unis selon

laquelle RT n'est pas seulement un organe de propagande financé par l'Etat, mais qu'il travaille délibérément à saper notre sécurité collective pour le compte du Kremlin. Les activités d'information malveillantes risquent également d'éroder la confiance dans les institutions multilatérales et de saper leurs activités. La désinformation, par exemple, peut compliquer les tâches des missions de maintien de la paix des Nations unies et mettre en danger la vie des soldats de la paix.³ La manipulation de l'environnement informationnel par des acteurs hostiles peut également compromettre un système international fondé sur des règles en sapant la confiance dans le droit international.

Les activités malveillantes menées par des acteurs étatiques constituent une préoccupation majeure pour les gouvernements. En effet, les Etats disposent souvent des ressources les plus importantes à consacrer à un large éventail d'activités d'information hostiles pour promouvoir leurs intérêts géopolitiques. Cependant, la menace ne vient pas seulement des acteurs étatiques, mais aussi d'autres acteurs, y compris des groupes liés à l'Etat et des groupes terroristes.

Les gouvernements consacrent davantage d'attention et de ressources aux efforts visant à comprendre les outils déployés par ces acteurs et à élaborer des réponses adéquates, en mettant l'accent sur les activités d'information malveillantes entreprises ou parrainées par des acteurs étatiques. Cette tâche est rendue encore plus difficile par l'évolution rapide des technologies émergentes, notamment de l'IA. La désinformation générée par l'IA peut se propager rapidement, à grande échelle et à peu de frais. La désinformation (c'est-à-dire les fausses informations créées pour induire intentionnellement en erreur) n'est qu'une des formes de l'activité d'information malveillante. Au niveau international, on s'accorde de plus en plus à

¹ «France uncovers a vast Russian disinformation campaign in Europe», *The Economist*, 12 février 2024.

² «Exposer l'activité subversive et l'ingérence électorale de la Russie visant la Moldavie : déclaration conjointe des Etats-Unis, du Canada et du Royaume-Uni», communiqué de presse de l'OCFD, 13 juin 2024.

³ «UN peacekeeping missions' battle against disinformation», Centre régional d'information de l'ONU pour l'Europe occidentale, 5 juillet 2023

penser que la menace d'une activité d'information hostile englobe des outils qui comprennent non seulement la désinformation, mais aussi les opérations d'information et la propagande, l'amplification de vérités partielles et de mensonges purs et simples, les faux en profondeur et les opérations sous fausse bannière. Ce large éventail d'activités est décrit le terme inventé par l'UE de «manipulation de l'information étrangère et interférence» ou «FIMI»

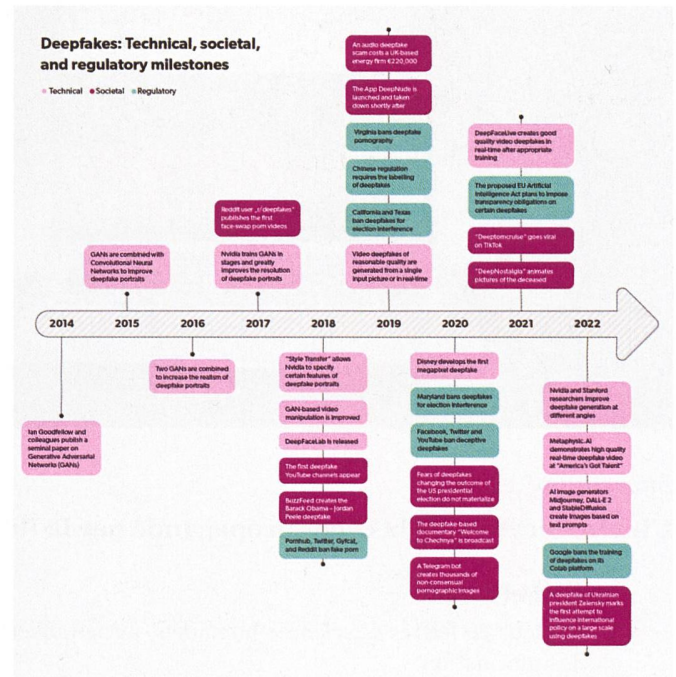
Compte tenu de l'ampleur de la FIMI, de nombreux gouvernements occidentaux, dont le Royaume-Uni, reconnaissent qu'il est nécessaire d'intensifier la réponse au défi de la FIMI au niveau national et mondial afin de préserver la confiance dans leurs processus et institutions politiques, ainsi que dans leurs valeurs.

Le Royaume-Uni s'efforce de mieux comprendre la portée et les effets néfastes de la désinformation et d'autres formes de manipulation de l'information, et s'efforce d'atténuer les menaces potentielles. La loi sur la sécurité en ligne permet de s'assurer que les plateformes numériques respectent leurs conditions (par exemple en supprimant la désinformation), tout en empêchant la suppression arbitraire de contenu.⁴ Des initiatives visant à améliorer l'éducation aux médias sont également en cours au niveau national.⁵

Le Royaume-Uni collabore étroitement avec d'autres pays, dont la Suisse, pour lutter contre la FIMI et faire comprendre à la communauté internationale l'ampleur et la nature des menaces liées à l'information. Des dialogues contre la FIMI entre la Suisse et le Royaume-Uni ont eu lieu en 2023 et 2024, et un autre est prévu pour 2025. Grâce à ces échanges réguliers, le Royaume-Uni et la Suisse, en tant que pays à double sens qui cherchent à défendre leurs démocraties et un système international fondé sur des règles, peuvent partager des analyses et des bonnes pratiques alors qu'ils développent leurs approches respectives de la lutte contre les FIMI.

Le Royaume-Uni travaille également en étroite collaboration avec le mécanisme de réaction rapide du G7 (G7 RRM), qui a été créé lors du sommet des dirigeants du G7 de 2018 à Charlevoix pour renforcer la coordination entre les pays du G7 afin d'identifier et de répondre aux menaces étrangères diverses et évolutives contre la démocratie. Conformément à la réunion des ministres des Affaires étrangères du G7 en avril 2024 et au Sommet des dirigeants du G7, le Royaume-Uni collabore avec le RRM du G7 pour mettre en place un cadre de réponse collective visant à contrer les menaces étrangères contre les démocraties, notamment en exposant publiquement les opérations étrangères de manipulation de l'information.

Ces partenariats ont aidé le Royaume-Uni à coordonner une action commune pour dénoncer les opérations et les acteurs étrangers malveillants dans le domaine de l'information, qui cherchent à répandre des mensonges



es et à semer la discorde pour saper les sociétés libres et ouvertes, et ils se poursuivent avec une attention particulière pour aider l'Ukraine à contrer la désinformation et la propagande du Kremlin cherchant à justifier une invasion injustifiable. Le Royaume-Uni a également mis en place des défenses mondiales contre les FIMI et encouragé la résilience sociétale en renforçant la capacité des gouvernements partenaires à détecter et à contrer les menaces FIMI en Europe, en Asie centrale et en Europe de l'Est

La mise en place de partenariats internationaux est un pilier essentiel pour aider le Royaume-Uni à contrer la menace posée par les FIMI. La menace des FIMI ne connaît pas de frontières et nécessite une réponse internationale fondée sur des partenariats qui tirent le meilleur parti de nos talents respectifs afin qu'ensemble nous puissions créer un impact collectif concerté, défendre notre sécurité nationale et protéger nos démocraties.

L. W.

⁴ «Fact Sheet on the CDU and RRU», GOV.UK, 9 juin 2023.

⁵ «Le ministre lance une nouvelle stratégie pour lutter contre la désinformation en ligne», GOV.UK, 14 juillet 2021